



Institut National de Recherche pour l'Agriculture,
l'Alimentation et l'Environnement
Site de NOGENT-SUR-VERNISSON 45290
Centre Val de Loire

MARCHE PUBLIC DES TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)

Procédure adaptée en application des articles L.2123-1 du Code de la Commande publique
et R.2123-1.1° à R.2123-7 du Code de la commande publique

Objet du marché :

**Fourniture de prestations de développement, de maintenance
et d'évolution de la solution iCarto-MFR**

Institut National de Recherche pour l'Agriculture,
L'Alimentation et l'Environnement - Centre Val de Loire
Unité EFNO site de NOGENT-SUR-VERNISSON 45290

ARTICLE 1 - OBJET ET DUREE DU MARCHÉ

1.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la fourniture de prestations de développement, de maintenance et d'évolution de la solution iCarto-MFR pour le compte de INRAE – Unité EFNO du site INRAE de Nogent-sur-Vernisson. L'ensemble des fonctionnalités souhaité est détaillé dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Les prestations demandées font l'objet d'une seule tranche et d'un lot unique.

ARTICLE 2 – PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

La procédure est passée selon des modalités librement fixées par le pouvoir adjudicateur en application des articles L2123-1 et R2123-1 à R2123-8 du Code de la Commande Publique.

Les pièces constitutives du marché comprennent par ordre de priorité décroissante :

- l'Acte d'Engagement et ses annexes ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Techniques de l'Information et de Communication (C.C.A.G – T.I.C.) ;
- L'offre technique du prestataire ;
- Les bons de commandes de l'Administration.

Toute clause portée à la proposition du Titulaire et contraire aux documents contractuels du présent marché est réputée non écrite (les conditions générales de vente du Titulaire sont notamment visées par cette disposition).

ARTICLE 3 : PRESTATIONS

Le marché comprend :

- 1 / Développement de la solution iCarto-MFR, qui sera réaliser à partir de la notification du marché et l'émission du bon de commande,
- 2/ Maintenance du SI pour une durée de 6 mois
- 3/ Réversibilité/transférabilité durée d'un mois
- 4/ Évolution du SI : sur devis

Les prestations ci-dessus sont exécutées au moyen de bons de commande, suivant le bordereau des prix unitaires en annexe n°1 de l'acte d'engagement. INRAE se réserve le droit d'utiliser ou pas cette prestation à bon de commande.

ARTICLE 4 – OBLIGATION DES PARTIES

4.1. Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations objet du marché conformément aux stipulations contractuelles.

Pendant la durée d'exécution du marché, le titulaire s'engage à :

- Informer INRAE de toutes difficultés rencontrées en cours d'exécution du marché ;
- Conseiller INRAE ;
- Contribuer au bon fonctionnement d'INRAE ;
- Respecter les délais d'intervention décrits dans le CCTP ;
- Réaliser les prestations objet du marché conformément aux règles de l'art ;
- Remettre les livrables dans les délais indiqués dans chaque bon de commande ou ordre de service émis par INRAE.

4.2. Obligations d'INRAE

INRAE s'engage à collaborer avec le titulaire en lui confiant tous les documents utiles à l'accomplissement des prestations, à lui faciliter l'accès aux locaux d'INRAE, aux appareils et systèmes.

À compter de la notification du marché, INRAE communique au titulaire les coordonnées et les noms des chefs de projet qui seront chargés de suivre l'exécution des prestations. À ce titre, ils deviendront les seuls interlocuteurs du titulaire.

En cas de changement d'un chef de projet, INRAE s'engage à désigner un nouvel interlocuteur dans les plus brefs délais et en informer le titulaire dans les meilleurs délais.

ARTICLE 5 - DURÉE DU MARCHÉ

L'accord cadre est conclu pour un 1 an à compter de sa notification, il sera ensuite renouvelé de manière tacite, par période d'un an, sans que sa durée puisse excéder 3 ans. En cas de non reconduction, INRAE adresse au titulaire sa décision de non reconduction par lettre recommandée avec accusé de réception au moins un mois avant la fin de la période en cours.

Pour le développement de iCarto-MFR, le délai d'exécution sera de 10 mois, à compter de l'émission du bon de commande, et au plus tard réalisé pour **fin juin 2026**.

Le marché est passé en respectant les contraintes de planning évoquées au 2.7. du CCTP. Le planning définitif sera validé en réunion de lancement.

ARTICLE 6 – MODALITÉS D'EXECUTION

Les prestations feront l'objet d'un bon de commande portant sur les prestations correspondantes, adressé au Titulaire.

Ces prestations seront rémunérées, suivant l'échéancier précisé à l'article 9.1, après exécution, et le cas échéant admission, par application du montant prévu au Bordereau des Prix Unitaires de l'annexe 1 à l'acte d'engagement.

Les prestations complémentaires feront l'objet d'un bon de commande et seront rémunérées sur la base des prix prévus au bordereau des prix unitaires en annexe 1 de l'acte d'engagement.

Les bons de commandes peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

ARTICLE 7 – PRIX & VARIATION DU PRIX

Les prestations objet du marché sont traitées à prix unitaires, et libellés en euros.

Ils sont réputés comprendre toutes les charges fiscales et autres frappant obligatoirement les prestations, y compris tous les frais afférents à leur réalisation complète, notamment les frais de déplacement, les réunions, les comités ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

Le prix des prestations est réputé ferme et définitif.

Les prix unitaires prévus en annexe 1 à l'acte d'engagement sont réputés fermes la première année et ajustables annuellement à la diligence du Titulaire à chaque date anniversaire du marché (correspondant à sa date de notification) selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times (S_y/S_{y_0})$$

ou :

P est le prix actualisé

P₀ est le prix initial ou de la redevance précédente

S_y est le dernier indice SYN REV publié au moment de l'ajustement du prix.

S_{y₀} est l'indice SYN REV du mois de remise des offres

La révision des prix doit faire l'objet d'une demande de la part du titulaire. Cette demande doit parvenir à INRAE (adresse ci-après) au plus tard un (1) mois avant la date effective de révision des prix si l'indice est publié. À défaut d'envoi dans le délai, la demande est prise en compte à la prochaine échéance.

A l'appui de sa demande, le titulaire fournit les éléments de calcul de la formule de révision ainsi que les nouveaux tarifs en résultant. Il est procédé de même pour chaque période de reconduction.

En cas de variation de la valeur de l'indice à la baisse, le titulaire ne peut refuser une demande de INRAE d'une révision des prix.

Après mise en œuvre de la formule, les prix révisés sont arrondis au centime d'euro.

ARTICLE 8 - AVANCE

L'option B du CCAG s'applique

Si le montant du marché est supérieur à 50 000 € HT, et d'une durée supérieure à deux mois, une avance de 10 % est accordée pour le titulaire lorsque celui-ci est une PME et une avance de 5 % pour les autres entreprises, dans les conditions de l'article R2191-16 et suivants du Code de la Commande Publique, sauf renonciation expresse du titulaire à l'acte d'engagement.

Elle n'est ni actualisable, ni révisable.

Elle est payée dans le délai de 30 jours à compter de la date d'effet du premier bon de commande émis.

Le remboursement de cette avance commence lorsque le total des prestations exécutées représente soixante-cinq pour cent (65 %) du montant minimum annuel du marché et doit être terminé lorsque ledit montant aura atteint quatre-vingt pour cent (80 %) du montant annuel du marché.

ARTICLE 9 - MODALITES DE REGLEMENT

9.1. Echancier de paiement

Le montant du marché sera payé suivant l'échéancier ci-dessous et dans les conditions de l'article 9.2. ci-après :

- 10 % : à la remise du rapport de faisabilité
- 20 % : à la remise des spécifications fonctionnelles et techniques détaillées,
- Solde : à l'admission des prestations

Le titulaire devra présenter des factures liées aux prestations réalisées, à terme échu après que les réserves aient été levées.

9.2. Modalités de paiement

Le règlement du titulaire interviendra selon l'échéancier prévu à l'article 9.1. ci-dessus.

Conformément à la loi n°2014-1 du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.

A l'heure actuelle, la transmission par le créancier de sa demande de paiement ne peut être prise en compte par INRAE que par dépôt au format .pdf sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les factures seront établies en un original selon les règles prévues par la comptabilité publique. Elles comprendront outre les mentions légales, les renseignements suivants :

- * Le numéro SIRET du centre INRAE bénéficiaire
- * Le numéro d'engagement juridique
- * Les prestations réalisées ou fournitures livrées
- * Le montant HT des prestations ou fournitures
- * Le taux et le montant de la TVA
- * Le montant total TTC

Conformément aux dispositions de l'article 4.1 du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Les informations nécessaires à la transmission des factures à destination de INRAE-centre Val de Loire, via Chorus Pro, sont mentionnées dans le tableau suivant :

N° SIRET de INRAE – CENTRE VAL DE LOIRE	180 070 039 00870
Code du service concerné à INRAE (facultatif)	FACTURES_PUBLIQUES (548580)
N° d'engagement juridique (Bon de commande ou marché INRAE)	Obligatoire (Ex: 1297-00000-----/1)
N° TVA intracommunautaire	FR 57 180 070 039

Lutte contre les retards de paiement

Conformément au décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le délai global de paiement est de 30 jours maximum à compter de la date de réception de la facture dans les formes prescrites, sous réserve de la réalisation des prestations.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

De plus, outre les intérêts moratoires, une indemnité forfaitaire de 40€ pour frais de recouvrement sera systématiquement versée dès qu'il y aura retard de paiement des sommes dues.

Toute suspension du délai de paiement par INRAE sera notifiée au titulaire en précisant les raisons et, le cas échéant, les pièces à fournir. Après régularisation par le titulaire, attestée par tout moyen, un nouveau délai de 30 jours court.

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est la Présidente du Centre INRAE Val de Loire.

9.3. Clause de réexamen

En cours d'exécution du marché, ce dernier pourra être modifié, pour diverses raisons, dans les conditions définies au présent article.

Toute prestation supplémentaire non prévue au marché initial ou modification ayant trait à la situation juridique du titulaire ou encore toute modification d'une clause du marché rendue nécessaire, seront formalisées par voie d'avenant, dans la limite de la réglementation.

ARTICLE 10 - PÉNALITÉS

10.1. Calcul des pénalités pour retard d'exécution des prestations

Les pénalités pour retard, non-exécution, mauvaise exécution ou exécution partielle peuvent commencer à courir par décision expresse du pouvoir adjudicateur, sans mise en demeure, et par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-TIC, d'une pénalité calculée au regard de la formule suivante :

$$P=V*R/100$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant au prix de base, hors variation de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours calendaires de retard

ARTICLE 11 – INSTALLATION ET MISE EN ORDRE DE MARCHÉ

L'installation et la mise en ordre de marche des développements en mode projet sont réalisées soit directement par le titulaire, soit sous sa supervision, comme défini dans le CCTP.

Suivant l'article 29 du CCAG-TIC il dispose d'un délai de 30 jours à compter de la date contractuelle de livraison pour effectuer la mise en ordre de marche. Il remet un procès-verbal de mise en ordre de marche au pouvoir adjudicateur et lui indique s'il sera présent aux opérations de vérification.

Le délai initialement prévu pour cette mise en ordre de marche peut faire l'objet d'un sursis ou d'une prolongation de délai dans les conditions prévues à l'article 13.3 du même CCAG-TIC.

ARTICLE 12 - OPERATIONS DE VERIFICATION ET DE RECEPTION

Le marché comportant des prestations distinctes, la livraison de chaque prestation fait l'objet de vérifications.

Les anomalies détectées sont signalées par INRAE au Titulaire dans la gestionnaire d'anomalies. Le Titulaire doit par conséquent consulter régulièrement la base de signalement. INRAE détermine seule le caractère majeur, voire bloquant, d'une anomalie. Le Titulaire ne peut contester cette qualification.

12.1. Vérification et réception des livrables documentaires

INRAE procède aux opérations de vérification quantitative et qualitative des livrables et notifie au titulaire sa décision de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet dans des délais propres à chaque prestation, indiqués au CCTP.

Les opérations de vérification ont pour objet de permettre au pouvoir adjudicateur de contrôler que le titulaire :

- A mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- A réalisé les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

Le point de départ pour les opérations de vérification est la date de livraison des livrables à INRAE. Si INRAE ne notifie pas sa décision dans les délais prévus au CCTP, les prestations sont considérées comme reçues.

INRAE prononce la réception des prestations si elles sont conformes aux stipulations du marché. Elle prend effet à compter de la date de notification de la décision au titulaire.

Si INRAE constate que des prestations ne peuvent être reçues que moyennant certaines mises au point, une décision d'ajournement de la réception des prestations est notifiée au titulaire, assortie des observations et des demandes de correction.

Le titulaire est tenu de procéder aux interventions correctives demandées dans un délai indiqué au CCTP.

Si lors de la nouvelle présentation des prestations, INRAE constate que celles-ci ne peuvent être reçues en l'état, une nouvelle décision d'ajournement, assortie des motifs, est notifiée au titulaire. Le titulaire dispose alors d'un nouveau délai pour proposer des solutions permettant la bonne réalisation des prestations conformément aux stipulations du marché. Il peut notamment proposer le remplacement des membres de l'équipe projet.

Le nombre de décisions d'ajournement n'est pas limité et est à la discrétion de INRAE.

Après analyse des solutions proposées, INRAE demande au titulaire de procéder aux corrections demandées. Lors de la nouvelle présentation des prestations, INRAE notifie au titulaire une décision de réception, de réception avec réfaction ou de rejet.

12.2. Vérification et réception des livrables applicatifs

12.2.1. Installation et mise en ordre de marche

L'installation et la mise en ordre de marche des livrables applicatifs sont à la charge du titulaire.

Le titulaire dispose d'un délai de 30 jours à compter de la date de livraison pour effectuer la mise en ordre de marche. Il remet à INRAE un procès-verbal de mise en ordre de marche et indique s'il sera présent aux opérations de vérification.

Le point de départ du délai des opérations de vérification est la date de notification au titulaire du procès-verbal de mise en ordre de marche sur la plateforme de recette.

Les opérations de vérification comprennent deux phases, la vérification d'aptitude (VA) et la vérification de service régulier (VSR).

12..2.2. Vérification d'aptitude

La vérification d'aptitude a pour objet de constater que les prestations livrées sur la plateforme de recette présentent toutes les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées dans le marché.

INRAE dispose d'un délai de 30 jours pour procéder à la vérification d'aptitude.

Si durant la période de tests, INRAE constate des anomalies bloquantes ou des dysfonctionnements, il en informe le titulaire qui est tenu de procéder aux interventions correctives dans le délai fixé dans le CCTP.

À l'issue du délai de vérification, INRAE prend un procès-verbal de recette de la vérification d'aptitude et notifie sa décision au titulaire dans un délai fixé dans le CCTP. Si la décision de vérification est positive, la vérification de service régulier (VSR) débute.

Si INRAE constate que les livrables ne sont pas conformes aux spécifications, aux dossiers d'installation et de configuration, ou aux procédures de migration annoncées, une demande de corrections est transmise au titulaire valant décision d'ajournement de la vérification d'aptitude.

Ce dernier dispose alors d'un nouveau délai fixé dans le CCTP pour procéder aux corrections demandées.

Si après leur nouvelle présentation, INRAE constate de nouveau des anomalies, le titulaire est tenu d'y remédier dans un délai fixé dans le CCTP à compter de la réception de la demande de corrections.

Le nombre de décisions d'ajournement n'est pas limité et est à la discrétion de INRAE. INRAE se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire après 3 décisions d'ajournement.

Si à l'issue des phases de vérification d'aptitude, INRAE constate la persistance d'anomalies, un comité de pilotage est convoqué pour arbitrer le différend. Il sera fait application d'une réfaction proportionnelle à l'importance des anomalies constatées et au nombre de jours de retard. Une décision de réception avec réfaction ou de rejet des livrables sera notifiée au titulaire.

12.2.3. Vérification de service régulier

La vérification de service régulier (VSR) a pour objet de constater que les prestations livrées sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation.

La régularité du service s'observe pendant deux (2) mois à partir du jour de la décision positive de vérification d'aptitude. Tout arrêt dû à un dysfonctionnement du système prolonge d'autant la durée de la VSR.

Les tests de la VSR sont assurés sur le matériel et dans les sites proposés par INRAE sur la plateforme de production.

Si des anomalies sont constatées durant la phase de VSR, le titulaire est tenu de les corriger dans un délai maximum de deux (2) jours ouvrés (pour les anomalies bloquantes) à compter de la réception de la demande. Les délais de traitement des autres niveaux d'anomalies sont fixés par le CCTP.

À l'issue du délai de vérification, INRAE établit un compte-rendu et notifie, dans un délai fixé dans le CCTP, sa décision de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des prestations au titulaire. Si le résultat de la VSR est positif, le procès-verbal de VSR est notifié au titulaire, permettant le déclenchement de la facturation.

Si INRAE constate des anomalies, le titulaire dispose d'un nouveau délai fixé dans le CCTP pour procéder aux interventions correctives. Une nouvelle phase de vérification de service régulier débute alors.

Il est précisé que cette phase ne peut être reprise plus de trois (3) fois.

S'il subsiste des anomalies lors de la nouvelle présentation des livrables, un comité de pilotage chargé d'arbitrer le différend est réuni. Une décision de réception avec réfaction ou de rejet est notifiée au titulaire.

Dans le cas contraire, le procès-verbal de vérification du service régulier valant procès-verbal de recette définitive est notifié au titulaire.

12.2.4. Admission des prestations

La signature par INRAE de recette définitive vaut admission des prestations. La date d'admission de la prestation est donc la date de signature par INRAE du procès-verbal de vérification du service régulier.

Le présent marché comprend une garantie d'un an à compter de la date l'admission des prestations. Cette garantie inclut la maintenance corrective conformément à l'article 16 du présent CCAP.

ARTICLE 13 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

13.1. Dispositions générales relatives à l'utilisation des résultats.

INRAE peut librement utiliser les résultats, même partiels, des prestations dans les limites fixées au présent article. Il peut communiquer à des tiers les résultats des prestations nées du marché, notamment les développements, bases de données, dossiers d'études, rapports d'essais, documents et renseignements de toute nature provenant de l'exécution du marché.

Le Titulaire est tenu de communiquer à INRAE, les connaissances acquises dans l'exécution du marché. Cette transmission conditionne la validation et la réception des prestations. INRAE s'engage à considérer les méthodes et le savoir-faire du Titulaire comme confidentiels, sauf lorsque ces méthodes et savoir-faire sont compris dans l'objet du marché. Les titres protégeant les inventions nées, mises au point ou utilisées à l'occasion de l'exécution du marché ne peuvent être opposés à INRAE pour limiter l'utilisation des résultats des prestations.

Le Titulaire fait son affaire de l'obtention des auteurs, des cessionnaires des droits patrimoniaux, des éditeurs de logiciels standards et spécifiques, de toutes les licences permettant la parfaite exécution des prestations prévues au marché.

13.2. Propriété matérielle

Le transfert de propriété des matériels livrés au titre de ce marché est effectif à la date de réception des prestations.

13.3. Développements spécifiques et livrables réalisés au titre du marché

INRAE peut utiliser librement les résultats des prestations, les développements réalisés pour ses besoins spécifiques tels que précisés par le marché, la documentation des prestations ainsi que les supports de formation, que ces besoins lui soient propres ou qu'ils soient ceux inhérents à ses partenaires présents ou futurs.

Le Titulaire cède à INRAE, à titre exclusif, définitif et irrévocable, la pleine et entière propriété de tous les droits définis ci-après, attachés aux études, analyses, développements logiciels et/ou applications spécifiques (les développements) développement de base de données, d'interface graphique et à la documentation qui s'y attache, pour les logiciels et/ou application spécifiques sous forme de codes sources et codes exécutables, et à toute documentation s'y rapportant, réalisés, développés, exploités au titre du marché. INRAE a notamment le droit de réaliser, de développer ou de faire développer à l'issue du marché, d'autres applications spécifiques et toutes autres prestations à partir des études, analyses, logiciels et applications spécifiques produits dans le cadre de ce marché pour ses besoins propres.

Le Titulaire cède notamment à INRAE, pour toute la durée des droits concernés et pour tous les pays, les droits suivants sur les développements spécifiques et études et documentations s'y rattachant :

- Le droit d'utilisation et d'exploitation commerciale, sous toutes formes, mêmes non prévues ou non prévisibles à ce jour ;
- Le droit de reproduction par tous procédés et sur tous supports connus et inconnus à ce jour ;
- Le droit de représentation et de diffusion auprès de tout utilisateur, par tous procédés et sur tous supports connus ou inconnus à ce jour ;
- Le droit de modification ou de correction, adaptation, traduction, évolution, adjonction, suppression de tout ou partie de l'œuvre cédée et ce sur tous supports connus ou inconnus à ce jour
- Le droit de maintenance et de suivi ;
- Le droit d'interfaçage ou d'intégration de tout ou partie des programmes composants les logiciels et applications spécifiques avec tout autre logiciel ou progiciel ou application, au bénéfice de INRAE, ou de tout utilisateur par elle désigné.

Les prix du bordereau des prix comprennent la cession de ces droits qui ne pourront faire l'objet d'une rémunération complémentaire.

13.4. Garantie de copyright des données, des programmes et des mentions d'origine

Le Titulaire garantit à INRAE qu'il prend toute mesure utile pour préserver la propriété de INRAE et de ses ayants droits sur les données qui lui sont transmises dans le cadre de l'exécution du présent marché. Il s'interdit de les utiliser, de les transmettre à des tiers, de les modifier, de les dupliquer ou de les conserver, au-delà et en dehors des prestations prévues au marché. Il ne peut ni les reproduire, ni les représenter, ni les diffuser à titre gratuit ou onéreux à des tiers sur quelque support connu ou inconnu que ce soit, en dehors des prestations entrant dans l'objet du présent marché.

Le Titulaire s'engage à restituer à INRAE toutes les données, dossiers d'analyse, traitement de données, programmes, vidéogrammes, contenus sonores et/ou visuels, documents graphiques, films, enregistrements, fichiers, bases de données et tous autres documents sur quelque support connu ou inconnu à ce jour que ce soit, fournis par INRAE et utilisés pour l'exécution du marché.

13.5. Garantie des droits

Le Titulaire garantit INRAE contre toutes les revendications des tiers relatives à la propriété intellectuelle et industrielle des matériels, des logiciels, applications, documentations, des bases de données et méthodes fournis le cas échéant au titre du marché.

Si INRAE est saisi de revendications de tiers, ou est victime d'un trouble dans la jouissance des prestations entrant dans l'objet du présent marché, le Titulaire - sans préjudice des sanctions encourues - doit prendre immédiatement les mesures propres à les faire cesser.

Le Titulaire du marché garantit qu'il s'engage à son choix, (i) à modifier ou à remplacer les éléments objets du litige, de manière qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation, tout en restant conformes aux spécifications du marché, (ii) à faire en sorte que le pouvoir adjudicateur puisse utiliser les éléments en litige sans limitation ni frais supplémentaires, ou, (iii) dans le cas où l'une de

ces solutions ne peut être raisonnablement mise en œuvre, à rembourser au pouvoir adjudicateur les sommes payées au titre des éléments objet du litige et à l'indemniser du préjudice subi.

Dans ces hypothèses, le Titulaire du marché prend à sa charge tous dommages et intérêts auxquels le pouvoir adjudicateur, en l'absence de faute qui lui serait directement imputable, serait condamné à raison d'un acte de contrefaçon, concurrence déloyale ou parasitisme du fait de l'exploitation des résultats et des connaissances antérieures du Titulaire du marché.

INRAE, s'il fait l'objet d'une assignation fondée sur un droit de propriété intellectuelle ou industrielle portant sur un des éléments des prestations, s'engage pour sa part à :

- Aviser le Titulaire, dans un délai maximum de huit (8) jours, de l'assignation qu'il aurait reçue ;
- L'appeler en cause en qualité de garant et à souffrir qu'il soulève les moyens utiles à sa défense, sans que cette procédure puisse être alléguée par le Titulaire pour des délais supplémentaires d'exécution, ou des demandes de paiement supplémentaire ;
- Accepter qu'il négocie, si bon lui semble, le désistement du demandeur, étant précisé qu'il n'en résultera aucune dépense supplémentaire à la charge d'INRAE, ni délai supplémentaire d'exécution des prestations.

ARTICLE 14 – DISPOSITIONS EN CAS DE SOUS-TRAITANCE DECLARÉE EN COURS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché. Le Titulaire transmet à INRAE, dans les conditions prévues à l'article 3.6 du CCAG-TIC, les actes de sous-traitance qui le lient à ses sous-traitants.

Le Titulaire demeure seul responsable de l'exécution et du bon déroulement des prestations objet du marché. En aucun cas, il ne peut éluder ou diminuer sa propre responsabilité, au titre du marché, en invoquant le rôle qu'aurait pu tenir ou la faute qu'aurait pu commettre l'un de ses sous-traitants, co-traitants, préposés, fournisseurs ou représentants dans les faits qui lui seraient opposés par INRAE.

ARTICLE 15 – GARANTIE

Les prestations font l'objet d'une garantie d'une durée de douze (12) mois à compter de la date d'admission des prestations et y inclut tous les coûts y compris les frais de déplacements.

Cette garantie couvre toutes les opérations de maintenance pour assurer le bon fonctionnement de l'application.

À ce titre, le titulaire s'oblige à remettre en l'état ou à remplacer à ses frais la partie des prestations qui serait reconnue défectueuse.

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer les interventions correctives demandées sera précisé sur la décision de mise en jeu de la garantie notifiée par INRAE. Si à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, celui-ci est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en l'état.

Les modalités d'application de cette garantie et les moyens que le Titulaire met en œuvre sont précisées dans l'offre du Titulaire.

ARTICLE 16 – STABILITÉ DES ÉQUIPES

Le Titulaire s'engage à constituer une équipe affectée au projet ayant une connaissance éprouvée de ce type de projet. Le Titulaire assume seul l'entière responsabilité quant à la définition du profil et à la désignation des membres de son équipe ainsi que de leur nombre, indiqués au Plan d'Assurance Qualité.

Lors de l'initialisation du marché, le titulaire désigne un directeur de projet chargé de suivre l'exécution des prestations pour les services concernés décrits dans le CCTP et mets en place une équipe projet (un directeur du projet, un chef de projet principal, un chef de projet suppléant etc..). Il sera présent en cas de besoins aux réunions organisées par INRAE (comités de pilotage, comité opérationnel, réunions de travail).

En cas de changement du directeur de projet, un délai de recouvrement de dix (10) jours ouvrés doit être prévu pour permettre le transfert de connaissances.

En cas de changement de l'interlocuteur unique ou de l'un des intervenants de l'équipe projet, le titulaire en informe INRAE par courrier simple et par courriel, au minimum quinze (15) jours ouvrés en avance et lui présente le profil du nouvel intervenant. Le titulaire est tenu de proposer un intervenant disposant d'un niveau de connaissances et d'expériences au moins égal à celui remplacé. Par ailleurs, la personne remplacée transmettra obligatoirement toutes les informations, documents de travail et renseignements obtenus lors de l'exécution de la mission.

La proposition est réputée acceptée si INRAE ne la récuse pas dans un délai de dix (10) jours ouvrés à compter de la date de réception du courrier ou du courriel. En cas de récusation, le titulaire s'engage à proposer un nouveau profil à l'acceptation de INRAE.

Il est précisé que le remplacement d'un membre de l'équipe projet ne doit pas entraîner de retard dans l'exécution des prestations.

Le titulaire est responsable de la formation de son personnel sur l'ensemble des sujets relevant des prestations objet du marché. Il en assume le coût et l'incidence sur l'organisation de la prestation.

Pendant toute la durée d'exécution du marché, INRAE se réserve le droit de demander le remplacement d'un ou plusieurs membres de l'équipe projet sans avoir à motiver sa demande. Le titulaire s'engage à proposer un profil dans un délai de dix (10) jours ouvrés à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 17 – ARRET DES PRESTATIONS – CONDITIONS DE RÉSILIATION

17.1. Résiliation du fait du maître d'ouvrage

INRAE pourra, pour quelque raison que ce soit, résilier le marché, avant son échéance, dans les conditions prévues aux articles 48, 49 et 51 du CCAG-TIC.

Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur doit en avertir le Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception postale mentionnant la date d'effet de la résiliation, respectant un préavis de deux mois.

L'indemnisation forfaitaire versée au Titulaire est fixée à 5% du montant hors TVA de la partie résiliée du marché.

Le Titulaire est tenu à l'ensemble des obligations contractuelles jusqu'à la date d'effet de la résiliation mentionnée dans la lettre.

17.2. Résiliation aux torts du Titulaire

INRAE peut résilier le marché aux torts du Titulaire dans les conditions fixées à l'article 50 du CCAG-TIC.

Dans ce cas, le titulaire ne sera rémunéré que de la partie des prestations forfaitaires effectivement réalisées et dont INRAE aura prononcé la VABF.

ARTICLE 18 - ASSURANCES

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 19 - LITIGES

En cas de désaccord, le représentant du pouvoir adjudicateur apportera une réponse par écrit à la sollicitation du titulaire.

Si le différends persiste, les parties s'efforceront de trouver un accord amiable à leur litige.

A défaut, le Tribunal administratif d'Orléans est seul compétent.

ARTICLE 20- DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

L'article 10 déroge à l'article 14.1 du CCAG-TIC,



Institut National de Recherche pour l'Agriculture,
l'Alimentation et l'Environnement
site de NOGENT-SUR-VERNISSON 45290
Centre Val de Loire

MARCHE PUBLIC DES TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

CCAP

**Annexe sur le traitement des données à caractère
personnel (conformément à l'article 28 du RGPD).**

**Institut National de Recherche pour l'Agriculture,
L'Alimentation et l'Environnement - Centre Val de Loire
Unité EFNO site de NOGENT-SUR-VERNISSON 45290**

**Objet du marché : fourniture de prestations de développement, de maintenance et
d'évolution de la solution i-Carto-MFR**

Préambule : Définitions spécifiques

Données personnelles : désigne toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable ; est réputée être une «personne physique identifiable» une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro de téléphone, une adresse email, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale.

Traitement : désigne toute opération ou tout ensemble d'opérations qui est réalisé sur les Données à Caractère Personnel, de manière automatisée ou non, tels que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, le verrouillage, l'effacement ou la destruction.

Fichier : désigne tout ensemble structuré de Données personnelles, accessible selon les critères déterminés dans la présente Annexe, que cet ensemble soit centralisé, décentralisé, ou réparti de manière fonctionnelle ou géographique.

Instruction : désigne toute instruction écrite ou par saisie de données, reçue par le sous-traitant de la part d'INRAE en vertu du Marché et notamment de la présente Annexe, et, le cas échéant, des avenants conclus entre le sous-traitant et INRAE et ayant pour objet le traitement de Données personnelles.

Responsable de Traitement : désigne la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement ; dans le cadre du Marché, le Responsable de Traitement est INRAE.

Sous-traitant : désigne la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des Données personnelles pour le compte du Responsable du Traitement ; dans le cadre du présent marché, le titulaire est le sous-traitant. Le terme de sous-traitant est à ne pas confondre avec le terme de sous-traitant au sens de la réglementation de la commande publique.

(a) Objet

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

(b) Durée

Le présent accord entre en vigueur à compter de la notification du présent marché et jusqu'à la date de fin d'exécution des prestations du marché.

(c) Protection du traitement des Données personnelles

3.1 Réglementation applicable

Dans le cadre du présent marché, INRAE et le sous-traitant s'engagent à respecter leurs obligations, respectivement en leur qualité de Responsable de Traitement et de Sous-traitant telles que prévues :

1. par la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cas échéant mise à jour, ainsi que le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données abrogeant la directive 95/46/CE ;

2. les textes et décisions émanant d'autorités administratives indépendantes et notamment ceux de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) ;

- la jurisprudence émanant des tribunaux nationaux et communautaires applicable en matière de données personnelles.

(ci-après la « Réglementation concernant les Données personnelles »).

3.2. Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance :

Dans le cadre du présent marché, les parties s'engagent à collaborer activement pour qu'elles soient en mesure de répondre à leurs obligations réglementaires et contractuelles.

Dans ce cadre, INRAE confie au sous-traitant le(s) traitement(s) ayant les caractéristiques suivantes :

Traitement	Objet	Finalité	Durée	Type de données à caractère personnel	Catégories de personnes concernées	Rôle du sous-traitant

3.3. Obligations du sous-traitant vis-à-vis du responsable de traitement et droits des personnes concernées :

Le sous-traitant s'engage à communiquer à INRAE, à première demande de ce dernier, les documents relatifs à la politique informatique et libertés en vigueur au sein de sa société pour ce qui relève des informations n'ayant pas vocation à rester confidentielles.

Dans le cas où le sous-traitant ne disposerait pas d'une politique informatique et libertés, il s'engage à en établir une et à la communiquer à INRAE au plus tard dans les quinze (15) jours suivant la notification du marché.

Parallèlement, le sous-traitant s'engage à mettre en œuvre les programmes de formation et de sensibilisation relatifs à la protection de la vie privée et des données personnelles à destination de ses salariés et sous-traitants au sens de la Loi Informatique et Libertés ayant accès en permanence ou régulièrement aux données personnelles.

Par ailleurs, en application de la Réglementation concernant les données personnelles et dans le cadre du présent marché, les parties reconnaissent, en ce qui concerne l'ensemble des données personnelles qui sont traitées par le sous-traitant aux fins de réalisation des prestations, qu'il appartient à INRAE seul, de déterminer la manière (incluant les moyens) et les finalités pour lesquelles ces données personnelles seront traitées par le sous-traitant ; INRAE agit en qualité de Responsable de Traitement ; et le sous-traitant agit en qualité de Sous-traitant.

Lorsque, dans le cadre du présent marché, le sous-traitant est amené à traiter des données personnelles pour le compte d'INRAE en qualité de sous-traitant, le sous-traitant s'engage à :

- (a) traiter lesdites données personnelles uniquement sur la base d'instructions d'INRAE. Sauf indication contraire, les instructions émanant d'INRAE sont d'application immédiate.
- (b) ne pas divulguer ces données personnelles excepté dans les conditions prévues au présent marché ou sous réserve du consentement écrit d'INRAE ;

- (c) ne pas vendre, céder, louer ou exploiter commercialement ces données personnelles ;
- (d) mettre en place les mesures organisationnelles et techniques indiquées par INRAE à l'article 3.4 ci-après afin d'assurer la protection des données personnelles contre toute destruction accidentelle ou illicite, toute perte fortuite, altération, accès ou divulgation non autorisée ainsi que contre toute forme de traitement illicite ; étant entendu que si ces mesures nécessitent des investissements de la part du sous-traitant, ces derniers seront pris en charge par INRAE pour autant que ces investissements ne relèvent pas d'une mise en conformité du titulaire en tant que sous-traitant, à la loi ou réglementation applicable en matière de protection des données personnelles ;
- (e) supprimer ou modifier à première demande d'INRAE, à bref délai et en tout état de cause dans un délai de 15 jours maximum, les données personnelles identifiées par INRAE ;
- (f) ne pas effectuer d'études statistiques sur les données personnelles ou de traitement sans l'accord préalable d'INRAE pour chaque type d'étude ;
- (g) fournir à première demande un certificat de suppression des données personnelles à INRAE ;
- (h) notifier immédiatement toute modification ou changement pouvant impacter le traitement des données personnelles ;
- (i) respecter la durée de conservation des données personnelles indiquée par INRAE et supprimer les données personnelles à expiration de la durée de conservation ;
- (j) coopérer avec INRAE pour envisager les hypothèses dans lesquelles la pseudonymisation et le chiffrement des données personnelles pourrait être appropriée pour l'ensemble des phases ;
- (k) mettre à disposition d'INRAE les informations nécessaires pour démontrer le respect de ses obligations prévues à la présente annexe et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par INRAE ou un autre auditeur qu'il a mandaté ;
- (l) à renvoyer ou à supprimer, dans un délai de 15 jours à compter de la date de fin d'exécution des prestations du présent marché, et selon la préférence d'INRAE, l'intégralité des données personnelles qui lui a été confiée par INRAE, et ce quelle que soit la raison pour laquelle le marché prend fin. Le cas échéant, le renvoi de toutes les données à caractère personnel s'effectue auprès du responsable de traitement ou auprès du sous-traitant désigné par le responsable de traitement. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction ;
- (m) à respecter les droits d'accès, de rectification, d'opposition, de portabilité et de suppression et le droit à la limitation du traitement ainsi que le droit des personnes concernées, de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée y compris le profilage. Dès lors, si une personne dont les données personnelles ont été traitées dans le cadre du présent marché devait contacter directement le sous-traitant pour exercer son droit d'accès, de rectification, de portabilité des données, de suppression et/ou d'opposition, ce dernier communiquera à INRAE dans un délai de trois (3) jours ouvrés, à l'adresse mail qui lui sera communiquée après la notification du marché, les demandes d'exercice de ces droits qui lui seront parvenues et coopère avec INRAE. Le sous-traitant ne fera droit à ces demandes que sur instruction écrite d'INRAE à cette fin ;

(n) Le sous-traitant s'interdit par ailleurs :

- la consultation, le traitement de données personnelles autres que celles concernées par le présent marché et ce, même si l'accès à ces données est techniquement possible ;
- de prendre copie ou de stocker, quelles qu'en soit la forme et la finalité, tout ou partie des données personnelles qui lui ont été transmises ou qu'il a collectées au cours de l'exécution du marché en dehors de l'exécution du présent Marché ;
- de divulguer, sous quelque forme que ce soit, tout ou partie des données personnelles à des tiers, sauf dans le cadre d'instructions formalisées par écrit d'INRAE .

(o) Délégué à la protection des données (DPD) :

Le sous-traitant communique à INRAE, dans les 15 jours suivant la notification du marché, le nom et les coordonnées de son DPD, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du RGPD.

(p) Dans les cas d'identification de nouvelles données à caractère personnel, de modification du périmètre des données traitées ou encore d'un changement du pays destinataire des données transférées, la partie à l'origine de la demande en informe l'autre partie.

Toute implémentation, modification des données à caractère personnel ou tout transfert de données vers un nouveau pays tiers, ne pourra avoir lieu qu'après accord écrit d'INRAE à destination du sous-traitant.

3.4. Sécurité des données personnelles

Le sous-traitant s'engage à assurer la sécurité et la confidentialité des données personnelles qui lui sont communiquées et auxquelles il pourrait avoir accès sur son environnement (Poste de travail par exemple). Les dispositions du présent article 3.4 visent expressément les mesures associées à un accès aux données personnelles sur le ou les systèmes d'information du sous-traitant.

A ce titre, le sous-traitant s'engage à mettre en place des mesures de sécurité organisationnelles ainsi que des mesures de sécurité techniques appropriées pour préserver la sécurité et l'intégrité des données personnelles et les protéger contre toute déformation, altération, destruction fortuite ou illicite, endommagement, perte, divulgation ou accès à des tiers non autorisés, telles que décrites dans les sous-paragraphe (a) et (b) ci-dessous.

Le sous-traitant s'engage à maintenir ces mesures et moyens pour toute la durée du marché et à défaut, à en informer immédiatement INRAE.

En tout état de cause, le sous-traitant s'engage, en cas de changement des moyens visant à assurer la sécurité, l'intégrité et la confidentialité des données personnelles, à les remplacer par des moyens équivalents ou d'une performance supérieure.

(a) Mesures de sécurité organisationnelles

Le sous-traitant s'engage à mettre en place a minima les mesures de sécurité organisationnelles suivantes :

- présence d'une politique d'habilitations individuelles et de sécurité appropriées pour restreindre l'accès aux données personnelles aux seules personnes qui ont à en connaître ;

- mise en place d'un engagement de confidentialité visant à ce que les personnes autorisées à traiter les données personnelles soient soumises à une obligation de confidentialité étant entendu que cette obligation peut être prise par le biais du contrat de travail de la personne concernée ;
- élaboration de mesures restrictives d'accès aux données personnelles permettant de s'assurer que les personnes habilitées à utiliser le système de traitement de données personnelles ne puissent accéder qu'aux Données personnelles auxquelles elles sont habilitées à accéder conformément à leurs droits d'accès et que, dans le cadre du traitement et de l'utilisation après stockage, les données personnelles ne puissent être lues, copiées, modifiées ou supprimées sans autorisation ;
- mise en place de mesures pour empêcher le transfert des données personnelles à toute personne/entité non autorisée ;
- mise en place de campagnes de sensibilisation des utilisateurs des applications à la sécurité et à la confidentialité des données, notamment au moyen de procédures internes, chartes, engagements de confidentialité, etc.

(b) Mesures de sécurité techniques

De manière générale, il est formellement interdit au sous-traitant de faire transiter des données personnelles sans que le canal de communication de celles-ci soit sécurisé ou sans que les Données personnelles soient chiffrées, étant entendu que le sous-traitant utilisera exclusivement les moyens mis à sa disposition par INRAE pour accéder aux données personnelles.

Par ailleurs, le sous-traitant s'engage à ce que les mesures de sécurité techniques mises en place répondent à *minima* aux exigences suivantes :

- mise en place d'outils permettant de s'assurer que les données personnelles ne peuvent être lues, copiées, modifiées ou supprimées sans autorisation au cours de leur transfert électronique, de leur transport ou de leur stockage, et que les entités destinataires de tout transfert de données personnelles via les installations servant au transfert de données peuvent être identifiées et vérifiées ;
- mise en place de contrôles réguliers permettant de s'assurer que les données personnelles sont protégées de manière appropriée contre les destructions ou les pertes accidentelles ;
- mise en place de mesures permettant de veiller à ce que les données personnelles fournies par INRAE puissent être traitées distinctement des données personnelles de ses autres clients en utilisant des séparations logiques ;
- mesures sécurisées d'authentification pour l'accès à ses équipements ;
- mesures de sécurisation physique des locaux, du réseau interne, des matériels, des serveurs et des applications ;
- en tout état de cause, assurer les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ainsi que les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- engager une procédure visant à tester, à analyser et évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles afin d'assurer la sécurité du traitement.

3.5. Transfert de données personnelles en dehors de l'Union Européenne

- (a) Tout transfert de données personnelles en dehors de l'Union Européenne ne pourra avoir lieu qu'après autorisation écrite d'INRAE. Toute modification de flux ou de territoire de transfert en dehors de l'Union Européenne requiert également l'autorisation écrite d'INRAE.
- (b) Tout transfert de données personnelles en dehors de l'Union Européenne ne peut avoir lieu que conformément aux dispositions des articles 44, 45 et 46 du RGPD.
- (c) Les données à caractère personnel ne doivent être traitées que pour la ou les finalités spécifiques du transfert.
- (d) L'autorité de contrôle chargée de garantir le respect, par INRAE, du règlement 2016/679 concernant le transfert de données est l'autorité de contrôle française ;
- (e) Le sous-traitant accepte de se soumettre à la juridiction de l'autorité de contrôle française et de coopérer avec elle dans le cadre de toute procédure visant à garantir le respect des présentes clauses. En particulier, le sous-traitant accepte de répondre aux demandes de renseignements, de se soumettre à des audits et de se conformer aux mesures adoptées par l'autorité de contrôle, notamment aux mesures correctrices et compensatoires. Il confirme par écrit à l'autorité de contrôle que les mesures nécessaires ont été prises.

3.6 Législations et pratiques locales

- (a) Le sous-traitant garantit qu'il n'a aucune raison de croire que la législation et les pratiques du pays tiers de destination applicables au traitement des données à caractère personnel, notamment les exigences en matière de divulgation de données à caractère personnel ou les mesures autorisant l'accès des autorités publiques à ces données, l'empêche de s'acquitter des obligations qui lui incombent en vertu des présentes clauses.

S'agissant du pays destinataire du transfert des données à caractère personnel, le sous-traitant déclare avoir effectué l'évaluation suivante :

- **(A compléter, le cas échéant, par l'attributaire avant la notification du marché ou le titulaire en cours d'exécution en indiquant les items d'évaluation pour le pays concerné)**

Sur la base de l'évaluation susvisée, le sous-traitant garantit à INRAE que la législation et les pratiques du pays tiers de destination applicables au traitement des données à caractère personnel, notamment les exigences en matière de divulgation de données à caractère personnel ou les mesures autorisant l'accès des autorités publiques à ces données, ne l'empêche pas de s'acquitter des obligations qui lui incombent en vertu des présentes clauses.

- (b) Le sous-traitant déclare qu'en fournissant la garantie mentionnée au paragraphe a), il a dûment tenu compte, en particulier, des éléments suivants:
 - (i) des circonstances particulières du transfert, parmi lesquelles la longueur de la chaîne de traitement, le nombre d'acteurs concernés et les canaux de transmission utilisés; les transferts ultérieurs prévus; le type de destinataire ; la finalité du traitement; les catégories et le format des données à caractère personnel transférées; le secteur économique dans lequel le transfert a lieu et le lieu de stockage des données transférées ;
 - (ii) des législations et des pratiques du pays tiers de destination – notamment celles

qui exigent la divulgation de données aux autorités publiques ou qui autorisent l'accès de ces dernières aux données – pertinentes au regard des circonstances particulières du transfert, ainsi que des limitations et des garanties applicables

- (ii) de toute garantie contractuelle, technique ou organisationnelle pertinente mise en place pour compléter les garanties prévues par les présentes clauses, y compris les mesures appliquées pendant la transmission et au traitement des données à caractère personnel dans le pays de destination.
- (c) le Sous-traitant garantit que, lors de l'évaluation au titre du paragraphe b), il a déployé tous les efforts possibles pour fournir des informations pertinentes à INRAE et convient qu'il continuera à coopérer avec ce dernier pour garantir le respect des présentes clauses.
- (d) Le sous-traitant s'engage à conserver une trace documentaire de l'évaluation au titre du paragraphe b) et à mettre cette évaluation à la disposition de l'autorité de contrôle compétente si celle-ci en fait la demande.
- (e) Le sous-traitant accepte d'informer sans délai INRAE si, après avoir souscrit aux présentes clauses et pendant la durée du contrat, il a des raisons de croire qu'il est ou est devenu soumis à une législation ou à des pratiques qui ne sont pas conformes aux exigences du paragraphe a), notamment à la suite d'une modification de la législation du pays tiers ou d'une mesure (telle qu'une demande de divulgation) indiquant une application pratique de cette législation qui n'est pas conforme aux exigences du paragraphe a).
- (f) À la suite d'une notification du sous-traitant ou si INRAE a d'autres raisons de croire que le sous-traitant ne peut plus s'acquitter des obligations qui lui incombent en vertu des présentes clauses, INRAE définit sans délai les mesures appropriées (par exemple des mesures techniques ou organisationnelles visant à garantir la sécurité et la confidentialité) qu'il doit adopter et/ou qui doivent être adoptées par le sous-traitant pour remédier à la situation.

INRAE peut suspendre le transfert de données s'il estime qu'aucune garantie appropriée ne peut être fournie pour ce transfert ou si l'autorité de contrôle compétente lui en donne l'instruction. Dans ce cas, INRAE a le droit de résilier le contrat, dans la mesure où il concerne le traitement de données à caractère personnel au titre des présentes clauses. Si le contrat concerne plus de deux parties, INRAE ne peut exercer ce droit de résiliation qu'à l'égard de la partie concernée, à moins que les parties n'en soient convenues autrement.

3.7 Sous-traitance ultérieure

Dans le cas où INRAE autoriserait ultérieurement, expressément et préalablement, le sous-traitant à sous-traiter les prestations objets du présent marché, le sous-traitant s'oblige à :

- (a) Soumettre la demande d'autorisation spécifique au moins 2 mois avant le recrutement du sous-traitant ultérieur avec les informations nécessaires pour permettre à INRAE de se prononcer sur l'autorisation ;
- (b) Signer un contrat écrit avec son sous-traitant, lequel fera expressément référence aux présentes et mettra à la charge du sous-traitant des obligations identiques à celles contenues à la présente annexe et qui lui incombent ; le sous-traitant s'engage à communiquer à ses sociétés affiliées l'ensemble de leurs obligations résultant de la présente annexe ; Le sous-traitant fournit à INRAE, à la demande de celui-ci, une copie du contrat avec le sous-traitant ultérieur et de ses éventuelles modifications ultérieures ;
- (c) Mettre à la charge de son sous-traitant toutes obligations incombant au Sous-traitant définies dans la présente annexe pour que soient respectées la confidentialité, la sécurité et l'intégrité des données personnelles, et pour que lesdites données personnelles ne

puissent être ni cédées ou louées à un tiers à titre gratuit ou non, ni utilisées à d'autres fins que celles définies au marché ;

- (d) le cas échéant, communiquer à INRAE une copie du contrat de sous-traitance ainsi signé ou, à défaut, une description des obligations relatives à la protection des données personnelles mises à la charge du sous-traitant, étant entendu que le sous-traitant est autorisé à retirer du contrat toute information confidentielle n'étant pas en rapport avec les données personnelles ;
- (e) informer INRAE de tout projet de modification des dispositions du contrat signé et/ou des obligations relatives à la protection des données personnelles mises à la charge du sous-traitant ;
- (f) Le sous-traitant est et demeure pleinement responsable devant INRAE de l'exécution par ses sous-traitants de leurs obligations en matière de protection des données personnelles ;
- (g) En cas de sous-traitance ultérieure, INRAE se réserve le droit de procéder à toutes vérifications qui lui paraîtraient utiles pour constater le respect par le sous-traitant des obligations précitées, et notamment au moyen d'audits. Le sous-traitant s'engage à répondre aux demandes d'audit d'INRAE, effectué par lui-même ou par un tiers de confiance qu'il aura sélectionné et missionné à cette fin. Les audits doivent permettre une analyse du respect par le sous-traitant et/ou ses sous-traitants des termes de la présente annexe et des dispositions applicables en matière de protection des données personnelles, notamment de s'assurer que des mesures de sécurité et de confidentialité adéquates sont mises en œuvre, qu'elles ne peuvent pas être contournées sans que cela ne soit détecté et que, dans une telle hypothèse ou dans toute autre hypothèse de survenance d'une faille de sécurité, une procédure de notification et de traitement est mise en œuvre par le prestataire pour y remédier sans délai ;
- (h) Le sous-traitant tient à jour une liste des sous-traitants auquel il fait appel dans le cadre du marché qu'il maintient à disposition d'INRAE et lui communique à première demande de ce dernier ;
- (i) Le sous-traitant, en cas de sous-traitance ultérieure autorisée, informera également INRAE de toute modification prévue concernant l'ajout ou le remplacement de sous-traitants et s'engage à informer et à signer un contrat écrit avec tout nouveau sous-traitant comme indiqué au (a) ci-dessus.
- (j) Le sous-traitant convient avec le sous-traitant ultérieur d'une clause du tiers bénéficiaire en vertu de laquelle, dans les cas où le sous-traitant a matériellement disparu, a cessé d'exister en droit ou est devenu insolvable, INRAE a le droit de résilier le contrat du sous-traitant ultérieur et de donner instruction à ce dernier d'effacer ou de restituer les données à caractère personnel.

3.8 Non-respect des clauses et sous-traitance

- (d) Le sous-traitant informe sans délai INRAE s'il n'est pas en mesure de respecter les présentes clauses, quelle qu'en soit la raison.
- (e) Dans le cas où le sous-traitant enfreint les présentes clauses ou n'est pas en mesure de les respecter, INRAE suspend le transfert de données à caractère personnel au sous-traitant jusqu'à ce que le respect des présentes clauses soit à nouveau garanti ou que le contrat soit résilié.

- (f) INRAE a le droit de résilier le contrat, dans la mesure où il concerne le traitement de données à caractère personnel au titre des présentes clauses, lorsque :
 - i) INRAE a suspendu le transfert de données à caractère personnel sous-traitant en vertu du paragraphe b) et que le respect des présentes clauses n'est pas rétabli dans un délai raisonnable et, en tout état de cause, dans un délai d'un mois à compter de la suspension ;
 - ii) Le sous-traitant de données enfreint gravement ou de manière persistante les présentes clauses; ou
 - iii) Le sous-traitant de données ne se conforme pas à une décision contraignante d'une juridiction ou d'une autorité de contrôle compétente concernant les obligations qui lui incombent au titre des présentes clauses.
- (g) Les données à caractère personnel qui ont été transférées avant la résiliation du contrat sont immédiatement restituées à INRAE ou effacées dans leur intégralité, à la convenance de celui-ci. Il en va de même pour toute copie des données.

Jusqu'à ce que les données soient effacées ou restituées, le sous-traitant continue de veiller au respect des présentes clauses. Lorsque la législation locale applicable au sous-traitant interdit la restitution ou l'effacement des données à caractère personnel transférées, ce dernier garantit qu'il continuera à respecter les présentes clauses.

4. Notification d'incidents/faible de sécurité

- (a) Un incident de sécurité (ci-après désigné « Incident ») s'entend comme une violation de la sécurité entraînant, de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée à des tiers de données personnelles transmises, conservées ou traitées d'une autre manière, ou l'accès non autorisé à de telles données.
- (b) Le sous-traitant s'engage à notifier dès qu'il en a connaissance, et dans un délai maximum de 24h à INRAE, et en particulier à la Direction des Systèmes d'Information comme point de contact (les coordonnées seront communiquées au sous-traitant dans les meilleurs délais après la notification du marché), tout incident entraînant accidentellement ou de manière illicite la perte, l'altération, la divulgation ou l'accès non autorisé à des données personnelles faisant l'objet du traitement.
- (c) Cette notification doit préciser :
 - la nature et, si elles sont connues, les conséquences probables de l'incident,
 - les mesures déjà prises par sous-traitant ou celles qui sont proposées pour y remédier dans la mesure où elles relèvent de sa responsabilité ;
 - les personnes auprès desquelles des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
 - lorsque cela est possible, une estimation du nombre de personnes susceptibles d'être impactées par l'Incident.
- (d) Dès qu'il est informé d'un incident, le sous-traitant procède à toutes investigations utiles sur les manquements aux règles de protection afin d'y remédier dans un délai aussi rapide que possible et de faire en sorte d'en diminuer l'impact pour les personnes concernées.
- (e) Le sous-traitant s'engage à informer INRAE de ses investigations et ce de manière régulière.
- (f) Il revient à INRAE, en tant que responsable du traitement, de notifier cette violation de données personnelles à l'autorité de contrôle compétente ainsi que, le cas échéant, à la personne concernée dans un délai approprié et après en avoir pris connaissance.

5. Coopération avec les autorités de contrôle

Le sous-traitant coopère, sans coût supplémentaire, avec INRAE afin d'aider ce dernier à respecter les obligations qui lui incombent en vertu du règlement (UE) 2016/679, notamment celle d'informer l'autorité de contrôle compétente et les personnes concernées, compte tenu de la nature du traitement et des informations à la disposition de l'importateur de données.

En cas de contrôle d'une autorité compétente en relation avec les données personnelles traitées dans le cadre du présent marché, les parties s'engagent à coopérer entre elles et avec l'autorité de contrôle.

Dans le cas où le contrôle mené ne concerne que les traitements mis en œuvre par le sous-traitant en tant que responsable du traitement, le sous-traitant fait son affaire d'un tel contrôle et s'interdit de communiquer ou de faire état des données personnelles d'INRAE.

Dans le cas où le contrôle mené chez le sous-traitant concerne les traitements mis en œuvre au nom et pour le compte d'INRAE, le sous-traitant s'engage à en informer immédiatement ce dernier, dans la mesure permise par la loi, et à ne prendre aucun engagement pour lui.

En cas de contrôle d'une autorité compétente à INRAE portant notamment sur les prestations réalisées par le sous-traitant, ce dernier s'engage à coopérer avec INRAE et à lui fournir toute information demandée dont il pourrait avoir besoin ou qui s'avérerait nécessaire.

6. Obligations particulières du sous-traitant

Dans la mesure où le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données abrogeant la directive 95/46/CE (le « Règlement ») est en vigueur à la date de notification du présent Marché, le sous-traitant s'engage, à revenir vers INRAE, au plus tard dans les quinze (15) jours suivant la notification du marché, concernant les points clés suivants du Règlement :

- Tenue du registre :

Le sous-traitant, en tant que sous-traitant d'INRAE, s'engage à tenir un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable du traitement, conformément au RGPD et comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
 - les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement ;
 - le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
 - dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.
- Analyse d'impact (Privacy Impact Assessment – PIA) :

Conformément à l'article 28.3 du RGPD, le sous-traitant s'engage à collaborer avec INRAE pour permettre à celui-ci de réaliser toute analyse d'impact conformément à l'article 35 du RGPD, que ce dernier décidera de mener afin d'évaluer la probabilité et la gravité des risques inhérents à un traitement de données personnelles, compte tenu de sa nature, de sa portée, de son contexte, de ses finalités et des sources du risque. Le sous-traitant assiste INRAE efficacement afin que cette analyse puisse comporter obligatoirement les éléments suivants :

- une description systématique des opérations de traitement envisagées et les finalités du traitement, y compris, le cas échéant, l'intérêt légitime poursuivi par le responsable du traitement ;
 - une évaluation de la nécessité et de la proportionnalité des opérations de traitement au regard des finalités ;
 - une évaluation des risques sur les droits et libertés des personnes concernées et ;
 - les mesures envisagées pour faire face aux risques, y compris les garanties, mesures et mécanismes de sécurité visant à assurer la protection des données à caractère personnel et à apporter la preuve du respect du règlement.
- Code de conduite / Certification:

Le sous-traitant fera ses meilleurs efforts pour appliquer un code de conduite approuvé au titre du RGPD ou pour obtenir une certification.